

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site: www.sitecommunistes.org

Hebdo: Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail: communistes2@wanadoo.fr

21-07-2015

30 ans après Thatcher, Cameron s'attaque au droit de grève en Grande-Bretagne

Après la grève du métro de Londres, le gouvernement ultraconservateur Cameron présente un projet de loi destiné à limiter le droit de grève qui depuis les sombres années Thatcher est régi par une législation des plus restrictives d'europe. Dans les secteurs publics il faudra que 40 % des salariés concernés approuvent l'arrêt de travail pour qu'il soit considéré comme légal. Le préavis de grève devrait être de 14 jours et les employeurs sont autorisés à embaucher des intérimaires pour remplacer les grévistes. Le projet prévoît aussi de qualifier de « délit pénal » la présence de plus de 6 personnes sur un piquet de grève...

Cameron à l'avant-garde du capital veut servir d'exemple à suivre pour ses homologues européens.

En France, les attaques du Medef contre le droit de grève se multiplient aidés par les gouvernements de droite et sociaux-démocrates qui se sont succédés. On ne compte plus les sanctions contre les grévistes essentiellement CGT, que ce soit chez les cheminots, les postiers qui se battent pour la titularisation de collègues en contrat aidé et qui dénoncent les restructurations en

cours, les salariés et des élus syndicaux de Good Year placés en garde à vue, traînés en correctionnelle, condamnés à de lourdes amendes et à de la prison avec sursis pour seul motif de s'opposer au diktat d'une multinationale américaine.

Le président du Medef n'est pas en reste en voulant casser le Code du Travail avec les différentes lois « Macron ». Gattaz rêve que la France sorte de la convention 158 de l'Organisation Internationale du Travail afin de permettre aux patrons français de licencier sans motif, sans procédure, selon leur bon vouloir et sans payer d'indemnités et cela avec l'accord et l'aide du gouvernement socialiste au pouvoir.

Les travailleurs d'autres pays comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la Turquie, la Tunisie, le Maroc, la Roumanie continuent de se battent pour des salaires dignes, contre des conditions de travail d'un autre siècle et cela malgré une répression féroce.

Les salariés allemands de la métallurgie en refusant l'austérité prônée par la chancelière Merkel ont obtenu 5,6 % d'augmentation de salaire et prouvent ainsi que la lutte paie.

Oui, seule la lutte unie des salariés qu'elle soit en France, en Europe ou dans d'autres parties du monde (Corée, Chine, Inde ou sévit Arcellor Mittal, en Afrique du Sud où les métallos ont obtenu plus de 10 % d'augmentation) fera reculer les prétentions des grands groupes capitalistes et des gouvernants à leur dévotion.

Notre Parti Révolutionnaire COMMUNISTES réaffirme qu'il faut abattre le capitalisme et que la situation économique et sociale dans le monde permet l'émergence d'une société socialiste, où les richesses reviendront à ceux qui les créent.